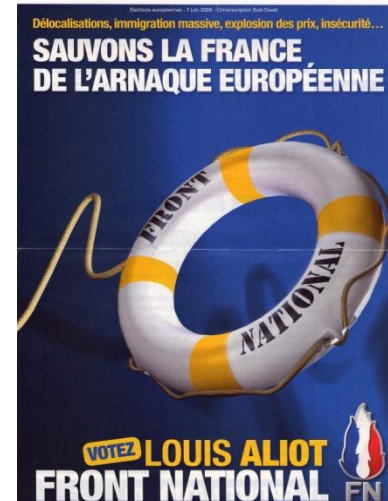
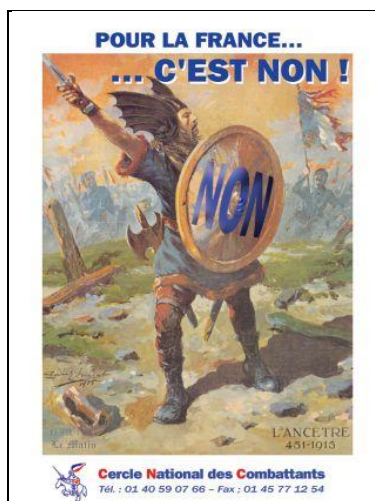
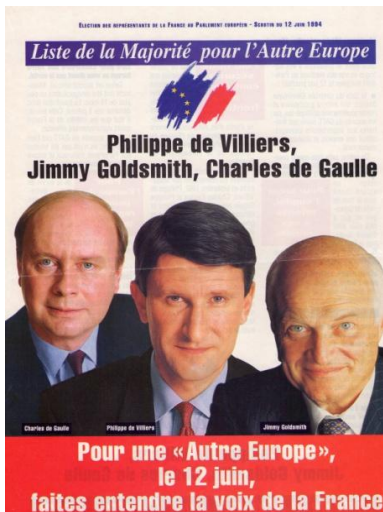
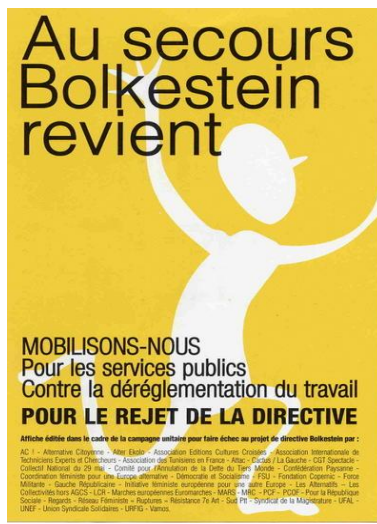




L'EUROPE ET SES OPPOSANTS

Vingt ans d'engagement souverainiste et alter-européens en France (1992-2012)

Journées d'études
Paris, 31 mai & 1^{er} juin 2012



L'EUROPE ET SES OPPOSANTS

Vingt ans d'engagement souverainiste et alter-européen en France (1992-2012)

Journées d'études Histoire & Science politique
31 mai & 1^{er} juin 2012 - Paris

APPEL A COMMUNICATIONS

Date limite des propositions: 15 décembre 2011.

La difficile ratification du traité de Maastricht en France, avec environ 51% des suffrages exprimés, et l'intense campagne militante à laquelle donne lieu le référendum du 20 septembre 1992 ont révélé que l'intégration européenne est redevenue un sujet de division alors qu'un relatif consensus semblait établi depuis la crise de la Communauté européenne de Défense.

Les résistances à l'idée d'Europe incarnée par le traité de Maastricht ont revêtu des formes originales par rapport aux précédentes crises européennes (débats sur la CED, débats sur l'opportunité de l'adhésion britannique). Ces résistances se sont manifestées par l'émergence de groupements et d'associations dits « eurosceptiques », tant dans l'espace partisan que dans la société civile. On a assisté au développement d'un militantisme souverainiste et alter-européiste autonome quand auparavant la contestation de l'Europe était l'apanage des gouvernements ou des partis politiques. Des mobilisations réunissant divers types d'acteurs et de répertoires ont été entreprises face aux politiques publiques de l'Union Européenne nouvellement créée, et l'enjeu européen s'est progressivement inséré dans les préoccupations des mouvements sociaux.

L'intégration européenne a également produit des effets –souvent indirectsⁱ– au sein des formations partisans, des diverses organisations et de l'espace politique. Des pratiques et usages spécifiques ont été développés par leurs acteurs. On s'intéressera donc également aux dimensions et à l'évolution de l'europanisationⁱⁱ des organisations, des partis politiques et des clivages au sein des familles politiques nationales, ainsi qu'à celle des pratiques politiques, des référentiels et des discours des militants, de leurs dirigeants ou des eurodéputés.

D'un point de vue historiographique et socio-politique, l'importance acquise par la contestation de l'Europe communautaire a rappelé que les « anti-européens », « eurosceptiques », « souverainistes », « alter-européens » et leurs entreprises de résistance font également partie de l'histoire de la construction européenne et contribuent à sa compréhension. En croisant les recherches d'historiens et de politistes, ces journées d'études ambitionnent d'approfondir l'exploration de ces phénomènes d'opposition.

Comité d'organisation : Christophe Le Dréau & Emmanuelle Reungoat

Comité Scientifique : Céline Belot (CNRS Sc. Politique Pacte IEP Grenoble), Bernard Bruneteau (Pr Histoire Grenoble-II), Antonin Cohen (MCF Sc.Politique Paris-Ouest Nanterre), Robert Frank (Pr Histoire Paris-I), Jean-Michel Guieu (MCF Histoire Paris-I), Laure Neumayer (MCF Sc. Politique, Paris-I).

Les propositions de communication, composées d'une description synthétique du sujet et de la méthode adoptée (2 pages max.) ainsi que d'une courte présentation de l'auteur devront être adressées avant le 15 décembre 2011 à : christophe.ledreau@sciences-po.fr et emmanuelle.reungoat@malix.univ-paris1.fr.

Les candidatures sont ouvertes aux historiens ainsi qu'aux politistes (une parité sera respectée dans le choix des propositions). Elles devront s'insérer dans l'un des quatre axes de ces journées d'études.

***Axe 1: Les "moments": traité de Maastricht, traité d'Amsterdam, adoption de l'euro, constitution européenne, élections européennes...**

La contestation de l'Europe s'est incarnée à l'occasion de divers "moments" ou actes fondateurs: l'opposition à Maastricht, l'opposition à l'euro, l'opposition au TCE ainsi qu'à certaines directives et politiques publiques. Les structurations du militantisme souverainiste et alter-européen à ces occasions pourront être présentées dans une perspective chronologique et temporelle. On pourra également s'interroger sur les conditions qui créent ou non le « moment » de mobilisation sur les thématiques européennes. (Cf. Les faibles mobilisations contre le traité de Lisbonne.)

***Axe 2: Les mouvements et militants souverainistes, les mobilisations pour une autre Europe.**

Cette période s'est illustrée par l'émergence de nombreuses associations (*Alliance pour la Souveraineté de la France, Comité Francilien pour la Défense du Franc*, etc....) et mouvements politiques dont il s'agit de retracer la genèse, l'histoire et les pratiques. Des portraits retraçant les trajectoires, dessinant les profils sociaux ou les carrières des militants souverainistes et alter-européens peuvent être proposés. On s'interrogera également sur les caractéristiques du militantisme anti-UE : y a-t-il une singularité de ces organisations et de leurs pratiques (structure, mode de fonctionnement, réseaux) ? Comment ces mouvements se mobilisent-ils, avec quels répertoires d'action : rôle d'internet (site d'E. Chouard et d'autres), soutiens et rédaction de tribunes dans la presse, manifestations annuelles ritualisées...etc. On s'intéressera enfin aux mobilisations d'opposition à l'UE dans des associations et mouvements existants et/ou non centralement anti-UE et aux effets qu'elles produisent.

***Axe 3: Les résistances à l'Union Européenne au sein des partis politiques**

Il s'agit de retracer la structuration de tendances souverainistes ou alter-européistes au sein des partis à vocation gouvernementale (Parti socialiste, formations centristes ou gaullistes) ainsi que celle de la critique de l'intégration au sein des autres formations, de droite comme de gauche (FN, MRC, partisans d'un « non de gauche » en 1992 ou 2005, etc). On attachera un intérêt particulier à la naissance de partis politiques (notamment souverainistes tels que le RPF de C. Pasqua, le MPF villiériste ou DLR de N. Dupont-Aignan).

On s'intéresse également aux effets produits par l'intégration au sein des formations partisans, ainsi qu'aux usages se créant à partir de cet enjeu et des élections européennes. Comment l'enjeu européen s'insère-t-il dans le jeu politique, les luttes de pouvoir ou les réorganisations internes ? L'intégration a-t-elle contribué à remodeler les clivages au sein des formations et de l'espace politique ? Quels ont été ses effets sur les doctrines partisans et sur les mutations structurelles des formations ?

***Axe 4: Le discours européen des « anti-européens »**

Comment les opposants à l'UE se définissent-ils et depuis quand? Comment caractérisent-ils leur attitude à l'égard de l'Europe? L'étude des discours sera ici prise en considération en s'intéressant à leur contenu, à leur construction et ainsi qu'aux évolutions repérables au sein de ceux-ci. Des perspectives comparatives diachroniques et synchroniques sont notamment attendues.

Comment dire son opposition? On s'interrogera sur les contraintes pesant sur la présentation d'une posture de résistance à l'UE. Les opposants à l'UE défendent-ils une identité européenne propre? Comment refusent-ils ou assument-ils les qualificatifs d'« eurosceptiques », d'« anti-européens » (1992) ou de "nonistes" (2005)? Quelles stratégies langagières développent-ils? *Europe des Patries* du Front National, alter-européisme de l'extrême-gauche, *euroconstructivisme* mis en avant par R. Hue, appel aux « Etats-Unis socialistes d'Europe » de Lutte Ouvrière et de la Ligue communiste révolutionnaire et aujourd'hui à l'« autre Europe » du NPA... Il s'agit également d'observer comment les opposants à l'UE présentent leurs projets pour l'Europe et d'analyser les conditions de construction de leur discours. On s'intéresse donc ici à l'origine des termes utilisés pour dire l'opposition à l'intégration, à la lutte pour leur imposition ainsi qu'aux fonctions qui leurs sont dévolues dans l'espace politique.

ⁱ Cf. entre autres Mair, P. (2000), "The Limited Impact of Europe on National Party Systems", in Goetz, K. H. & Hix, S. (eds.), *Europeanised Politics? Special Issue of West European Politics*, 23(4), pp. 27-5.

ⁱⁱ Le terme d'*européanisation* est à comprendre ici au sens de Radaelli (2000) et de Ladrech (2002) comme une réaction d'adaptation des acteurs à un environnement changé par l'UE. L'européanisation n'est pas la convergence, elle est un processus par lequel acteurs et organisations répondent à l'altération des conditions de leur action générée par le développement de l'UE et incorporent de nouveaux comportements. C. Radaelli, « Whither Europeanization? Concept stretching and substantive change », *European Integration Online Paper*, 2000, 4(8), pp. 1-25. Ladrech Robert, « Europeanization and Political Parties: Toward a Framework for Analysis », *Party Politics*, 2002, 8 (4), pp. 389-403.